

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Rault

Prénoms : Johnatan, Louis, Jean

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Autonomie et prévention à toutes les échelles

Résumé de votre contribution :

La croissance de la consommation de l'énergie et des matières premières. Notre modèle économique en vigueur depuis de nombreuses décennies est basée sur la croissance de la valeur des échanges économiques. Dans son sillage, ce modèle entraîne une croissance de la consommation des énergies et des matières premières. L'abaissement des énergies fossiles nous a permis d'exploiter à une échelle jusqu'ici inimaginable des matières premières et des surfaces terrestres et maritimes de toutes sortes. La malédiction de l'or noir. Grâce à cette énergie abondante et quasiment gratuite (dans un litre d'essence, il y a l'équivalent de deux semaines de travail d'un homme en forme), nous avons pu déléguer une grosse part de nos efforts physiques à des machines. Les États ont pu mettre en place des facilités à chacun pour améliorer notre confort et allonger notre espérance de vie. Les besoins superflus sont apparus et des loisirs totalement synthétiques ont vu le jour. Le sentiment de pouvoir se passer des autres, lui aussi est presque devenu la règle alors que nous sommes des

animaux viscéralement sociaux, notre voisin étant aussi essentiel à notre survie que la nourriture. Cela nous a transformés en individus incapables de supporter la moindre souffrance et n'importe quel effort véritable n'est vu que comme un fardeau. Nous déléguons l'orientation de notre vie à nos gouvernants, nous déléguons notre travail à des machines, nous déléguons nos loisirs à des entreprises de divertissement, nous déléguons l'assouvissement de nos besoins les plus essentiels à des organismes gigantesques ou des entreprises multinationales. Bref, nous ne sommes pas du tout autonomes. Cet état dans lequel nous sommes, assistés du berceau à la tombe, nous ampute de notre capacité à prévoir, à anticiper, à thésauriser. Bref, la prévention a disparu de notre lexique. Autonomie et prévention. À toutes les échelles, la prévention et l'autonomie doivent faire partie des premières exigences du cahier des charges de tout projet à mettre en place. Prévention Aujourd'hui, les maladies chroniques sont la première cause de dépense de notre système de santé. La conséquence est l'inadaptation à une pandémie par exemple. La totalité des maladies chroniques est liée à notre mode de vie : pollution de l'air, des eaux, des sols, sonore et lumineuse sont les principales causes avec notre mode d'alimentation et notre sédentarité. En travaillant sur ces causes, nous ferons de la prévention. Le chantage à l'emploi est ignoble et fallacieux : un emploi détruit dans une activité économique destructrice sera remplacé par un emploi dans une activité plus vertueuse. Le niveau de compétence des travailleurs de notre pays est assez élevé pour passer d'une activité à une autre assez facilement, il suffit simplement d'un peu de confiance de la part de tout le monde. Cela pose donc la question du soutien à des activités néfastes pour l'homme (ne disons pas « pour la nature », car le but est bien de préserver un environnement dans lequel peut se perpétuer l'espèce humaine. Appelons un chat un chat) : le relâchement des normes anti-pollution dans l'automobile, l'aides aux compagnies aériennes, l'allocation de subventions aux agriculteurs pour l'achat de pesticides et d'engrais synthétiques, les subventions aux activités néfastes, la complaisance vis-à-vis de la nourriture industrielle, le laxisme réglementaire, etc. bref, les choix en faveur de l'emploi à court terme sur la base d'une société de croissance doivent être simplement stoppés immédiatement. Parmi les solutions, il y aurait une transparence de la communication de tous les lobbies : tous les documents transmis par tous les lobbies au pouvoirs exécutif et législatif doivent être publiques. Les réglementations doivent avoir comme but unique le bien commun (par exemple, le test antipollution des véhicules automobiles est une mascarade, le dieseltgate en est la preuve flagrante). Criminaliser les effractions à ces règles relève du bon sens. Les dépenses liées à, l'ensemble de ces comportements laxistes vont diminuer et moins peser sur les charges de nos entreprises et des particuliers. Une communication généralisée sur nos comportements pour tendre vers les plus vertueux doit être soutenu en défaveur des communications inverses : la pub pour les voyages par avions, les voitures et surtout les plus polluants, les sodas, les utilisations d'internet abusives, la nourriture transformée, la consommation d'objet dans le seul but de suivre une mode doit être interdite. Tandis que les pubs pour des objets solides et réparables seront autorisés (en plus ils sont souvent d'une beauté indémodable). Pour ce qui est du chantage à l'emploi, c'est simple : tout ce que nous n'achetons pas, nous n'avons pas à occuper un emploi pour pouvoir se l'offrir. Donc un dégonflement de notre consommation pourra s'accompagner d'une baisse de notre temps de travail et une baisse de notre rémunération. La rémunération sera identique pour les plus bas salaires pour arriver à une baisse de la rémunération des salaires les plus élevés qui compensera l'ensemble. Autonomie Cette baisse de la dépendance à un emploi nous permettra de gagner en autonomie : nous aurons plus de temps pour nous faire à manger de la nourriture saine, pour nous occuper de nos enfants et nos séniors et de nos proches, pour entretenir et réparer nos biens. Voire pour fabriquer nos objets et produire notre nourriture. Cela renforcera la baisse des dépenses liées à ces activités qui sont bien trop souvent assumées par l'État ou des multinationales, entraînant une baisse des dépenses de l'État, donc des charges et une baisse de la dépendance à des entités extraterritoriales. Cette baisse de la dépendance à un emploi pourra nous permettre de rester sur, voire reconquérir des territoires aujourd'hui désertés : nous aurons moins besoin de déménager dans les grandes métropoles pour trouver un emploi de plus en plus spécialisé et apportant de moins

en moins de valeur ajoutée effective. Les pressions seraient donc plus diffuses et donc plus supportables. Les infrastructures pourront donc dégonfler et avoir une résilience plus élevée. La moindre dépendance à des produits transformés loin des lieux de consommation permet à un territoire une autonomie plus importante. Une autonomie plus importante des territoires et de ses habitants et de ses entreprises entraîne une baisse en besoins en infrastructures complexes, en énergie (pour les transports en particulier) et en matière premières. Des emplois non délocalisables sont créés et les activités économiques sont plus en accord avec les besoins et les potentiels de ces territoires. Pour permettre cela, nous devons acquérir les connaissances nécessaires à notre autonomie. Dès aujourd'hui, nos enfants doivent pouvoir avoir accès à une formation manuelle générale : les travaux manuels doivent être enseignés plusieurs heures par semaine dès le primaire jusqu'au bac quelle que soit la filière. Cet accès au savoir menant à la dépendance doit être valable aussi pour tous les adultes. L'autonomie en réparation augmentant avec la simplification des objets qui nous entourent, nous devons décoloniser nos objets de techniques trop sophistiquées : les objets connectés doivent être bannis par exemple. Enfin cette autonomie que nous allons acquérir nous aidera aussi à ne pas avoir besoin de moyens coercitifs pour adopter des comportements positifs en cas de crise : moins besoin de police ... donc moins de dépenses !